INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 17 janvier 2022**

* Les Bourses européennes sont reparties de l’avant ce lundi, sur fond de nouvelles positives en provenance de Chine. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi gagné 0,82% à 7 201,64 points et l’EuroStoxx 50 s'est adjugé 0,83% à 4 307,48 points. La séance s’est déroulée calmement et dans des volumes limités en raison de la fermeture de Wall Street pour le Martin Luther King Day.
* Une tendance haussière s'est installée dès l'ouverture des places du Vieux Continent et s'est renforcée au fil de la journée. Avec 4 % lors du quatrième trimestre, la Chine a connu une croissance économique plus forte que prévu. Son rythme de progression a ralenti cependant, ce qui a conduit la Banque populaire de Chine (BPC) a abaissé ses taux d'intérêt afin de soutenir la reprise.
* À la fin de l'année dernière, la direction semblait ne faire aucun doute : doublement avantagé par une reprise économique vigoureuse et un durcissement de la politique de la Fed, le dollar s'apprécierait en 2022.

Cette prédiction était plutôt réconfortante pour le reste du monde, censé profiter d'une impulsion compétitive quand bien même elle suggérait de possibles complications pour les pays émergents les plus fragiles, exposés à un risque d'inflation et de resserrement monétaire d'autant plus élevé que leurs devises semblaient vouées à s'affaiblir contre la devise américaine, rappelle Véronique Riches-Flores.

Tel n'est pourtant pas la direction récente prise par les marchés des changes, observe l'économiste.

Plutôt que de soutenir le dollar, les minutes du dernier FOMC puis les données d'inflation de décembre l'ont affaibli, jusqu'à casser sa dynamique haussière.

A priori surprenant, ce mouvement ne l'est pas tant que cela pour qui a une lecture un peu moins idyllique de l'économie américaine que celle du consensus de marché et voit dans ce retournement les prémices d'un possible reflux du dollar susceptible de rebattre les cartes du jeu mondial, avec de potentiels perdants mais aussi des gagnants, selon les pays et les secteurs, estime Véronique Riches-Flores.

* Le cours du cuivre cède 0,45% à 9 675,5 dollars la tonne à l'image des autres métaux de base. UBS a révisé à la baisse sa prévision de cours du métal rouge à horizon mars de 12 000 à 11 500 dollars la tonne en raison de la très légère hausse attendue de l'offre. Pour autant, le broker s'attend donc à une poursuite de la hausse des cours cette année. Il rappelle que les craintes renouvelées concernant l'offre et la baisse des stocks mondiaux ont fait grimper le prix du cuivre à environ 10 000 dollars la tonne.

Le bureau d'études prévoit que les conditions de marché déficitaires du cuivre se poursuivront en 2022, principalement en raison du rôle du cuivre dans la transition énergétique mondiale et d'une modeste augmentation de l'offre cette année.

* Le fort rebond de la croissance depuis la crise économique profonde liée à la Covid-19 en 2020 pourrait bientôt s'atténuer dans plusieurs grandes économies, selon les derniers indicateurs composites avancés (ICA) de l'OCDE. Parmi les principales économies de l'OCDE, un infléchissement du rythme de croissance est visible dans les derniers ICA pour le Canada, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Au Japon et dans la zone euro dans son ensemble, les ICA indiquent une croissance stable, bien que leur pic soit également passé.

Aux États-Unis, l'ICA signale également une croissance stable, bien que son niveau soit maintenant en dessous de sa tendance de long-terme. En France, une croissance stable autour de la tendance semble se profiler.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, le secteur du luxe a repris des couleurs, à l'image d'Hermes (+3,58%) et Kering (+2,37%). De son côté, le groupe Renault s'est adjugé 1,48 %: si ses ventes mondiales en volume ont reculé de 4,5 % l'an dernier, le constructeur a enregistré une hausse de ses ventes sur les canaux les plus rentables.
* A l'inverse, Saint-Gobain (-0,93%), Vinci (-0,55%) et Airbus (-0,49%) ont fini en queue de l'indice phare parisien. Hors CAC, EDF (-4,21%) a poursuivi sa chute, plusieurs analystes ayant dégradé leur recommandation, suite aux décisions prises la semaine passée par le gouvernement pour limiter la hausse des prix de l'électricité.
* Renault progresse de 0,95 % à 33,86 euros l’action sur la place de Paris, après avoir fait le point sur ses ventes mondiales en 2021. Dans un contexte de pénurie de semi-conducteurs, le groupe au losange a vu ses ventes reculer de 4,5 % l’an dernier à environ 2,7 millions d’unités. Il s’agit de la troisième année consécutive de baisse. Cependant, le constructeur a poursuivi sa politique commerciale initiée au 3ème trimestre 2020 et qui a conduit à une progression de la part de ses ventes sur les canaux les plus rentables.

Sur les cinq pays principaux d'Europe (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni), la part des ventes à particuliers représentent désormais 58 %, en croissance de près de 6 points par rapport à 2019 (pré-crise).

A fin décembre 2021, la France (environ 522 000 unités) représente le premier marché du groupe, devant la Russie (près de 482 000 unités), l'Allemagne (environ 178 000) et l'Italie (près de 154 000).  
Le portefeuille de commandes du groupe en Europe a doublé par rapport à 2020 et s'élève à plus de 3 mois de ventes, tandis que les stocks ont enregistré une baisse estimée de l'ordre de 30 % par rapport à 2020.

En parallèle, le groupe Renault confirme avoir atteint ses objectifs en matière d'émissions de CO2 (véhicules particuliers et utilitaires) en 2021. Ces résultats devraient être consolidés et formalisés par la commission européenne dans les prochains mois.

Le groupe a profité de sa gamme E-Tech (véhicules électriques et motorisations hybrides) qui représente désormais 30 % des ventes de véhicules particuliers Renault en Europe, contre 17 % en 2020.

* GlaxoSmithKline bondit de plus de 5% à 1 727,2 pence tandis qu'Unilever cède 5,3% à 3 728 pence. Samedi, le laboratoire a révélé avoir rejeté trois offres du géant britannique de la grande consommation sur sa branche de santé grand public. La dernière, datant du 20 décembre, valorisait GSK Consumer Healthcare à 50 milliards de livres (50 milliards d'euros), dont 41,7 milliards de livres en cash et 8,3 milliards de livres en actions Unilever. GSK Consumer Healthcare est une co-entreprise avec Pfizer dans laquelle GSK détient 68%.

Jugeant que les propositions d'Unilever " sous-évaluait fondamentalement " l'activité et les perspectives futures de sa branche qui regroupe des marques comme Sensodyne, Advil, ou Voltaren, GSK a confirmé son intention de l'introduire cette année en Bourse. Pfizer partage ce point de vue, a précisé la presse britannique.

De son côté, Unilever a déclaré que GSK Consumer Healthcare serait un très bon complément stratégique au moment où lui-même continue de remodeler son portefeuille.

En 2021, le chiffre d'affaires GSK Consumer Healthcare s'est établi à 9,6 milliards de livres. GSK prévoit pour sa filiale une croissance annuelle comprise entre 4% et 6% sur la période 2021/2026.

La dernière proposition d'Unilever valorise sa cible selon un multiple de 5,2 fois son chiffre d'affaires, observe Invest Securities.

En 2018 rappelle le broker, GSK avait racheté la part minoritaire de Novartis (36,5%) pour un montant de 9,2 milliards de livres valorisant la franchise à 25,5 milliards de livres, soit un multiple de 2,3 fois son chiffre d'affaires.

Selon les rumeurs de personnes proches du dossier citées par le bureau d'études, une offre de 61,5 milliards de livres, soit 6,4 fois son chiffre d'affaires, pourrait satisfaire les deux groupes.

Concernant le financement conclut Invest Securities, il semblerait que pour financer l'opération, Unilever devrait potentiellement réaliser une augmentation de capital et possiblement vendre tout ou partie de sa franchise alimentaire.

* Le titre Actia enregistre la meilleure performance du marché SRD, bondissant de 8,94% à 3,90 euros dans la perspective de la cession d'activités non stratégiques. De telles opérations permettraient au spécialiste des composants électroniques pour la gestion des systèmes dans les domaines de l'automobile, des télécommunications et de l'énergie de renforcer sa structure financière. Il affichait un ratio d'endettement sur fonds propres de 117,3% à fin juin.

Actia rappelle avoir sécurisé ses ressources financières via l'obtention de 100 % des PGE demandés en 2021, soit 50,7 millions d'euros, après les 41,4 millions d'euros mis en place en 2020.

De plus, dans l'hypothèse où certains covenants ne seraient pas respectés au 31 décembre 2021, ratios non encore établis à ce jour, Actia a obtenu en décembre de l'ensemble de ses partenaires bancaires concernés (moins de 20% de la dette totale) les dispenses d'application des covenants.

" En ayant également pour effet de permettre de concentrer les investissements du groupe sur ses activités technologiques à plus forte valeur ajoutée, les cessions envisagées permettront à Actia de disposer de plus de moyens pour conforter sa politique d'innovation tout en accompagnant ses clients dans les nombreux défis du monde électronique, et de meilleures conditions pour piloter sa croissance ", a expliqué le groupe.

Dans ce cadre, des négociations sont en cours avec des partenaires potentiels. Le groupe n'a pas donné plus de précisions sur les activités qu'il pourrait céder.

* À l'issue de l'appel d'offres ScotWind, la joint-venture composée de TotalEnergies (38,25%), Green Investment Group (GIG) (46,75%), filiale de Macquarie, et RIDG (15%), développeur écossais dans l'éolien offshore, a obtenu la concession de la zone N1 pour développer un parc éolien offshore de 2 GW. Ce projet, baptisé West of Orkney Windfarm, sera situé à 30 kilomètres au large de l'archipel écossais des Orcades.

Ce projet, dont la production d'électricité renouvelable devrait débuter d'ici 2030, représente un investissement potentiel de plus de 4 milliards de livres sterling.

Dans le cadre de ce développement, les partenaires investiront 140 millions de livres sterling (plus de 160 millions d'euros) afin de soutenir le développement des capacités de la chaîne d'approvisionnement locale et notamment l'amélioration des infrastructures portuaires des Orcades et du Caithness.

Le consortium a déjà conduit des études approfondies du site, en particulier en matière d'environnement afin de s'assurer que le projet répond pleinement à son objectif de développement durable. Le consortium a également finalisé un accord de raccordement au réseau avec National Grid.

Une fois construit, ce parc éolien pourra également fournir de l'énergie renouvelable à une installation de production d'hydrogène vert en cours d'étude sur le terminal de Flotta dans les Orcades.

* La Direction de la Maintenance Aéronautique (DMAé) du ministère des Armées vient de notifier à Dassault Aviation le contrat de nouvelle génération pour le soutien des Mirage 2000 de l’Armée de l’Air et de l’Espace (AAE). Conclu pour une durée de quatorze ans, le contrat BALZAC regroupe l’ensemble des activités de Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) des Mirage 2000 français jusqu’à leur retrait de service. Le MCO des moteurs et les prestations réalisées par le SIAé (Service Industriel de l’Aéronautique) font l’objet de contrats séparés.

" Ce contrat s'inscrit dans la stratégie de la DMAé de verticalisation des MCO aéronautiques, voulue par la ministre des Armées, en confiant les responsabilités de soutien à un maître d'œuvre unique ", a expliqué Eric Trappier, le PDG de Dassault Aviation.

" BALZAC fait suite au contrat de MCO du Rafale (RAVEL) qui nous a été notifié en mai 2019 pour une durée de 10 ans et au contrat de MCO des Atlantique 2 notifié en septembre 2020 pour 10 ans également ", a ajouté le dirigeant.

**ANALYSES**

* En fin de semaine dernière, le New York Times a publié une tribune d’un de ses éditorialistes vedettes, le prix Nobel d’économie Paul Krugman, qui a dû surprendre quelques-uns de ses lecteurs. Il y dresse un portrait très flatteur de la France, de ses choix sociétaux et économiques, avec une conviction affirmée : la France, écrit-il, est la « grande vedette parmi tous les pays développés » de la période pandémique que nous vivons.

Il faut citer au long l'économiste, et d'abord sur la gestion économique du virus du Covid-19 depuis deux ans. « La France ?, commence-t-il. Aussi loin que je me souvienne, la couverture médiatique américaine de l'économie française a été implacablement négative. » Or, « la France a non seulement réussi à éviter une chute massive de l'emploi, mais a également dépassé son niveau d'avant la pandémie ».

Pourquoi ? « L'Europe, France incluse, et les Etats-Unis ont emprunté des voies divergentes pour soutenir les revenus des travailleurs. Nous avons offert des prestations de chômage améliorées ; la France a offert des aides aux employeurs pour garder les travailleurs dans leurs effectifs [avec le chômage partiel, NDLR]. « Il est clair que la solution européenne a été meilleure : elle a maintenu le lien entre salariés et employeurs. »

« Bien que les Français aient leurs anti-vaccins, ils n'ont pas autant de poids politique que leurs homologues américains, donc le pays a mieux réussi à vacciner. La France a également des services de garde d'enfants pour tout le monde [les crèches, NDLR], qui ont rouvert relativement tôt dans la pandémie, tout comme les écoles - libérant les parents, en grande partie les mères, pour qu'elles puissent reprendre le travail. »

Krugman en profite pour saluer ce qu'il considère être le modèle français vu des Etats-Unis. « A un moment où les Républicains dénoncent comme un 'socialisme' destructeur tout effort pour rendre l'Amérique moins inégalitaire, il faut savoir que l'économie française - qui n'est pas socialiste mais se rapproche beaucoup plus du socialisme que tout ce que les démocrates pourraient proposer - se porte plutôt bien. »

On a compris que l'économiste de gauche (sur l'échelle américaine) règle ses comptes avec le camp qu'il abhorre dans son propre pays. Mais il faut écouter son argumentation. Depuis toujours, dit-il, le discours sur la France est façonné par l'idéologie conservatrice - et la France, avec ses énormes dépenses sociales, ses impôts élevés et sa réglementation qui est autant économique qu'étendue, aurait dû être un « cas désespéré ».

Eh bien, poursuit-il, la catastrophe annoncée n'est jamais arrivée. « Certes, le produit intérieur brut par habitant est inférieur d'environ un quart en France à ce qu'il est ici. Mais cela reflète principalement une combinaison d'un âge de retraite plus précoce et d'une durée de travail plus courte - car les Français, contrairement aux Américains, prennent en fait des vacances ». Ce PIB inférieur « est un choix, pas un problème ».

Ce constat réjouit, ce n'est pas ce que l'on entend habituellement aux Etats-Unis. Tout à sa thèse, l'économiste prend toutefois des libertés avec la réalité en considérant que le chômage de masse est une réalité « depuis longtemps dépassée » ici ! Le niveau de PIB par habitant n'est, par ailleurs, pas seulement un « choix », c'est aussi un « problème » : sinon on ne parlerait pas du pouvoir d'achat matin, midi et soir… Sans parler des faiblesses de l'innovation made in France.

Enfin, les analyses de Paul Krugman méritent d'être parfois prises avec des pincettes. C'est lui qui, au début des années 2010, a écrit à une dizaine de reprises, que la zone euro allait exploser quasiment certainement en raison de la crise grecque, après avoir défendu la thèse (au printemps 2008) selon laquelle l'Europe était mieux armée contre l'éventualité de chocs économiques : on sait ce qu'il advint…

Certes, la zone euro a bien failli être mise à terre avec la crise grecque, mais sa thèse était qu'une zone monétaire sans Etat fédéral était une ineptie qui ne pouvait durer. Eh bien, elle a surmonté l'obstacle et l'euro est toujours là, avec nombre de candidats à sa porte. Il convient donc d'enregistrer le satisfecit enregistré par le « New York Times » sur la gestion de la crise sanitaire, sans néanmoins y voir une vérité biblique.

**L’AGENDA DU 18 janvier 2022**

**11h00 en Allemagne**

Indice ZEW du sentiment des investisseurs allemands sur les perspectives économiques en janvier

**14h30 aux Etats-Unis**

Indice manufacturier de la Fed de New-York en janvier

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers en janvier